

Madagascar

Rapport national de suivi sur la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo

Nom du point focal : Mr RAKATOMALALA (COLONEL) Jean

Organisation : Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes

Titre : Executive Secretary

Adresse e-mail : cnsmira@netclub.mg

Téléphone : +261 202259450

Fax : +261 202259451

Autres contacts/commentaires :

Période couverte par le rapport : 2007-2009

Dernière mise à jour le : 9 September 2008

Date d'impression : 09 Jun 2009

Reporting langue : Français

Mise à jour du Moniteur CAH publiée par PreventionWeb

<http://www.preventionweb.net/english/countries/africa/mdg/>

Objectifs stratégiques 1

Domaine 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Déclaration d'objectif stratégique:

La réduction des risques et des catastrophes (RRC) est intégrée dans le document cadre politique de développement de Madagascar, le Madagascar Action Plan (MAP). La RRC fait partie des outils de planifications de développement régionales, locales et communales. La standardisation des normes de construction des infrastructures est appliquée à tous les niveaux pour tous les intervenants.

Domaine 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Déclaration d'objectif stratégique:

Le système d'information et d'alerte est développé et opérationnel à tous les niveaux.

La participation des communautés est renforcée dans le cadre de la RRC.

Les bureaux régionaux et locaux de Gestion des Risques et des Catastrophes sont dynamiques tout au long du processus de RRC. Les capacités des structures à tous les niveaux en matière de prévention, de réponse et de reconstruction sont renforcées dans une optique de développement durable.

Domaine 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Déclaration d'objectif stratégique:

Les programmes d'urgence, de réponse et de reconstruction sont conçus et mis en place dans une perspective de réduction des risques. Les communautés affectées, les intervenants, les partenaires et les acteurs de développement participent et sont impliqués dans l'élaboration de ces programmes.

Priorité d'action 1

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide

Indicateur 1

Une politique nationale et un cadre d'action légale de réduction du risque existent avec des responsabilités décentralisées et des capacités à différents niveaux

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

La RRC figure dans le MAP. La Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes

(SNGRC) est mise en place et est connue de toutes les parties prenantes. Elle est effectivement mise en œuvre pour certains de ses axes stratégiques. Les lois et décrets régissant la RRC sont en vigueur. Le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) est mis en place.

Contexte & Contraintes:

Jusqu'à très récemment, les acteurs de GRC ont priorisé les actions de réponse au détriment de celles de la mitigation. La RRC n'est pas automatiquement prise en compte dans la mise en œuvre des stratégies sectorielles de développement. La SNGRC nécessite une mise à jour suivant l'évolution du contexte et des priorités nationales et internationales. Par exemple, la nouvelle politique de l'Etat sur la structure territoriale engendre la nécessité de réorienter la SNGRC et la PNGRC. La plateforme nationale reste à formaliser. Le Conseil National de Gestion des Risques et des Catastrophes n'est pas assez mobilisé. Et l'absence d'évaluation, d'analyse et de mise à jour suivant le contexte et la politique nationale et internationale lèse la participation active de tous les acteurs clés.

Indicateur 2

Des ressources adéquates sont allouées pour instaurer des politiques et des plans de réduction du risque à tous les niveaux administratifs

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Description:

Les ressources financières allouées à la RRC sont insuffisantes. Quelques projets appartenant aux partenaires allouent de ressources adéquates mais elles sont insuffisantes pour toucher la majorité de la population malagasy. Les intervenants et acteurs de développement sont actifs dans les circonscriptions administratives de leurs interventions. Ils appuient dans le développement des politiques et des plans de RRC en priorisant leurs domaines d'intervention, ce qui dilue considérablement le secteur GRC.

Contexte & Contraintes:

Il manque une coordination des actions de RRC et d'intégration de la RRC dans le développement. Il manque aussi un outil de planification qui soit en cohérence avec la SNGRC.

Un mécanisme financier durable pour soutenir les activités de RRC est également à développer. Et les capacités au niveau local ont encore besoin d'être renforcées.

Indicateur 3

La participation des communautés et la décentralisation sont assurées à travers la délégation d'autorité et de ressources au niveau local

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

La décentralisation est une priorité nationale. La RRC est aussi décentralisée. Des comités de RRC ont été formés et mis en place à tous les niveaux des structures décentralisées, leurs attributions sont bien définies. 177 communes les plus à risque ont élaboré leurs plans de GRC de manière concertée et participative.

Durant la dernière saison cyclonique, on a noté un début d'appropriation des bonnes pratiques et des leçons apprises par la communauté et les autorités locales.

Les médias sont aussi un allié important dans la RRC. Ils travaillent beaucoup avec le BNGRC.

Contexte & Contraintes:

Les structures décentralisées n'ont pas encore l'habitude de prendre des initiatives. Il est crucial de leur en donner les moyens: allouer un budget de fonctionnement, renforcer leurs capacités en matière de RRC.

Il est aussi nécessaire d'établir les relations entre les habitudes culturelles, les pratiques des us et coutumes et la RRC afin de faciliter l'appropriation des concepts de RRC par les communautés. Par ailleurs, les outils d'IEC, nécessaires pour sensibiliser les populations locales sont insuffisants.

Indicateur 4

Une plateforme multi -sectorielle pour la réduction du risque fonctionne

Niveau de progrès atteint:

5: Des réalisations considérables avec des capacités et des engagements soutenus à tous les niveaux

Description:

Le CRIC (Comité de Réflexion des Intervenants en Catastrophes), qui est la plateforme nationale des intervenants en GRC, fonctionne efficacement, même de façon informelle. Le CRIC est l'une des forces de Madagascar dans la coordination des activités en GRC. Il fournit l'appui nécessaire à L'Etat dans la bonne marche des activités de GRC. C'est un mécanisme de coordination, en particulier en période d'urgence et de reconstruction. A travers son approche « cluster », le CRIC responsabilise les acteurs étatiques, les ONG nationales et internationales, les partenaires au développement autour de la problématique RRC. Après le passage d'une catastrophe, les membres du CRIC se réunissent pour discuter des lacunes, ressortir les bonnes pratiques.

Contexte & Contraintes:

La coordination des activités en période d'urgence est bien avancée au niveau du CRIC. La coordination des activités de prévention et de préparation est moins acquise. Des efforts devraient être multipliés dans ce sens.

Priorité d'action 2

Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte précoce

Indicateur 1

L'évaluation des risques au niveau national et local basée sur les données concernant les aléas naturels et l'information sur la vulnérabilité est disponible et inclut les facteurs de risque sous jacents dans les secteurs clés .

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

L'axe stratégique 3 de la SNGRC stipule la nécessité de la mise en œuvre d'un système d'information exhaustif en GRC au sein du BNGRC. Ce dernier a bénéficié d'appuis de différents partenaires depuis 2000, ce qui a permis de mettre en place le Système d'Information sur les Risques et des Catastrophes (SIRCat). Des analyses et des cartographies sur les aléas naturels (climatiques, hydrologiques et invasions) sont disponibles. Les analyses sont le fruit de collaboration de tous les acteurs clés dans le

secteur (météo, ministères clé, intervenants, communautés, ...) réunis en task force par aléa. Des analyses de vulnérabilité existent aussi mais ont besoin d'être mises à jour.

Contexte & Contraintes:

Il y a une difficulté de mise à jour des analyses et des informations sur la vulnérabilité. Parmi tant d'autres, voici quelques éléments de blocage dans la mise à jour de ces analyses et ces cartographies :

- Insuffisance des ressources.
- Insuffisance de données désagrégées au niveau administratif le plus proche de la population : Commune, voire Fokontany (regroupement de hameau et de village)

La réalisation des enquêtes, pour permettre de sortir des analyses, nécessite un gros budget. Elle dépend aussi de la disponibilité et l'accessibilité des données de base. Enfin, lors des enquêtes nationales effectuées par les différentes entités sectorielles, la dimension GRC n'est pas prise en compte.

Indicateur 2

Des systèmes sont en place pour évaluer, archiver et disséminer les informations nécessaires sur les aléas et les vulnérabilités

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

Un outil d'évaluation initiale des dégâts suite au passage d'une catastrophe a été élaboré, testé et rendu disponible. Les communautés locales ont par ailleurs bénéficié d'un renforcement de compétences dans l'évaluation initiale des dégâts. Cet outil d'évaluation des dégâts se base sur des enquêtes physiques, sociales, économiques. Cette année, le pays, en collaboration avec le GFDRR, la Banque Mondiale et les Nations unies a lancé le processus d'évaluation des dommages et pertes selon la méthodologie DALA.

Des outils de communication adaptés aux compétences et capacités locales telles les radios manivelle, le BLU, les drapeaux rouges pour cyclones, ... ont été élaborés, disséminés et renforcés pour permettre aux communautés de recevoir et de diffuser des informations à temps.

Contexte & Contraintes:

Madagascar manque de ressources, vu l'immensité du pays. Certains matériels performants ne sont pas non plus adaptés à la situation de certaines parties de l'île comme les nombreuses communes isolées sans infrastructures électriques et enclavées.

Indicateur 3

Des systèmes d'alerte précoce sont en place pour la plupart des aléas naturels et transmis aux communautés.

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

Le Système National d'Alerte Précoce (SNAP) est de plus en plus fonctionnel. Sa structure comprend le niveau central, régional et communal. Le SNAP relate tous les indicateurs de vulnérabilité d'une population donnée (sociaux, économiques, physiques, environnementaux, infrastructures, ...). Afin

d'assurer la participation communautaire et pour que la population soit impliquée dans le développement, l'Etat donne un rôle et une responsabilité prépondérants aux fokontany, de ce fait la mise en place de la structure opérationnelle du SNAP à ce niveau est en cours de préparation. L'évaluation, l'analyse et la mise en cohérence avec le NVAC/SADC est aussi en cours. La collaboration et la coordination entre les services techniques pour chaque aléa et le BNGRC ont permis de mettre en place un système d'alerte qui avertisse à temps les communautés sur la survenance probable d'un aléa comme le cyclone, l'inondation, évasion acridienne, Les alertes au tsunami avec les centres internationaux sont opérationnelles grâce à l'acquisition des moyens matériels adéquats.

Contexte & Contraintes:

Malgré la validation du document de référence national sur l'Alerte Précoce à Madagascar, le SNAP ne dispose pas d'un cadre institutionnel. On constate également une disparité des initiatives des acteurs clés, en particulier les bailleurs de fond dans l'appui au gouvernement pour la mise en œuvre effective du SNAP.

Indicateur 4

L'évaluation des risques au niveau national et local prend en compte les risques trans-nationaux dans le but d'établir une coopération régionale sur la réduction du risque

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

L'entrée de Madagascar dans la SADC a en partie accéléré ce processus. Des démarches de partenariat et de mise en cohérence des mécanismes d'évaluations des risques sont en cours. Quoiqu'il en soit, le système mis en place par Madagascar est une bonne base pour répondre aux exigences de cette prise en compte au niveau régional et transrégional.

Contexte & Contraintes:

Le gouvernement malagasy favorise la capitalisation des acquis plus que la mise en œuvre de nouvelles structures parallèles. Mais l'insuffisance de ressources et de capacités influence énormément les réalisations, étant donné que le BNGRC est sollicité par beaucoup de partenaires en GRC.

Priorité d'action 3

Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux

Indicateur 1

Des informations relatives aux aléas sont disponibles et accessibles à tous les niveaux, pour tous les acteurs (à travers des réseaux, et le développement de systèmes d'échanges d'information)

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

Le BNGRC est grandement conscient du fait de l'importance des informations sur les aléas et les vulnérabilités. Les informations sur les aléas et les vulnérabilités doivent être mises à jour. C'est ainsi que le développement du système d'information est une priorité actuelle. Le BNGRC disposera aussi, sous peu d'un site web qui permettra de rendre disponibles et accessibles en temps voulu les informations nécessaires sur les aléas et les vulnérabilités.

Contexte & Contraintes:

Les informations sur les aléas et les vulnérabilités doivent être mises à jour pour permettre aux autorités à tous les niveaux de prendre les décisions qui s'imposent.

Indicateur 2

Les programmes scolaires, le matériel d'éducation ainsi que les formations incluent la réduction du risque ainsi que les concepts et pratiques de reconstruction

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

En collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale et les Nations Unies, le BNGRC a élaboré un manuel scolaire pour les élèves et un guide pour les maîtres sur la GRC. Ces manuels sont disponibles dans toutes les circonscriptions scolaires du pays. De plus, les enseignants du second cycle de l'enseignement primaire reçoivent une formation pédagogique sur la RRC.

Contexte & Contraintes:

La RRC gagne à être inscrite dans le programme scolaire. Le processus est en cours. Les manuels scolaires, prévus pour les élèves du second cycle de l'enseignement primaire gagneront aussi à être élargis aux autres cycles primaires et secondaires.

Indicateur 3

Des méthodes de recherche et des instruments pour évaluer les risques multiples ainsi que des analyses de coût sont en place, et renforcés

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Description:

Le pays commence aujourd'hui à développer des outils et des instruments pour évaluer les risques multiples auxquels le pays fait face avec l'appui de nombreux partenaires. Le BNGRC travaille avec des institutions spécialisées en la matière (Météorologie, Institut d'Observation de Géophysique d'Antananarivo, Institut Pasteur,...) pour étudier la fréquence, l'intensité des risques (cyclones, inondations, tsunami, risques épidémiologiques,...).

Contexte & Contraintes:

Le pays manque de ressources financières et humaines pour mener des recherches d'évaluation des risques. Nous dépendons encore très largement de l'appui de nos partenaires financiers et techniques internationaux pour ce faire. Le transfert de compétences n'est pas toujours chose acquise.

Indicateur 4

Des campagnes d'information au niveau national existent pour créer une culture de prévention avec une diffusion dans les communautés urbaines et rurales

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

Le pays mène depuis longtemps une campagne d'information pour créer une culture de prévention. Un programme de sensibilisation sur la RRC est diffusé hebdomadairement à la radio nationale qui touche la totalité du territoire malagasy.

D'autre part, un concours national sur la GRC a été lancé pour évaluer le niveau de compréhension de la GRC par les communautés malagasy et pour les sensibiliser à prendre conscience des risques et de la possibilité de réduire leurs impacts.

Madagascar organise également de nombreuses activités dans le cadre de la Journée Internationale consacrée à la RRC.

De plus, le BNGRC travaille très étroitement avec les médias malagasy dans un objectif d'information et de changement de comportement.

Le pays, avec l'appui de nombreux partenaires, élabore, teste et diffuse des outils d'informations des communautés sur les attitudes et comportements à adopter avant, pendant et après le passage d'une catastrophe (affiches, dépliants, films, petit livret,...).

Contexte & Contraintes:

La diffusion des campagnes d'information fait aussi face aux problèmes de développement du pays (absence d'infrastructures électriques, routes, analphabétisme,...). Du fait de la fréquence et de la gravité des conséquences des cyclones et inondations dans le pays, les campagnes d'information pour ces désastres naturels priment sur tous les autres risques. Il faut développer, élaborer aussi des campagnes d'information pour les autres risques (incendies, invasions acridiennes, tsunamis, risques épidémiologiques...). Il manque aussi une coordination des campagnes d'information. Plusieurs départements, institutions mènent des campagnes de leur côté. Il y a un besoin urgent de coordonner ces activités. Dans ce cadre, la BNGRC est actuellement en train de créer un réseau d'IEC pour harmoniser, coordonner les activités d'IEC dans le domaine de la RRC.

Priorité d'action 4

Réduire les facteurs de risque sous-jacent

Indicateur 1

La réduction des risques de catastrophe est un objectif intégral pour les politiques et plans d'environnement incluant la planification et la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Description:

Le pays est grandement conscient de l'effet du changement climatique. Le département de l'environnement est en charge de développer des politiques et plans nationaux de réduction de l'effet du changement climatique. Le gouvernement malagasy envisage de mettre en œuvre une quinzaine de projets dans ce sens. Ces projets intègrent la réduction des risques dans leurs approches. Actuellement,

les liens entre ces deux domaines (RRC et changement climatique) sont de plus en plus compris. C'est ainsi que le pays s'attèle aujourd'hui à mettre la politique nationale de RRC en cohérence avec le Programme Environnemental III et le PANA. De plus, des programmes d'adaptation au changement climatique et de protection de l'environnement ont été initiés.

Contexte & Contraintes:

Il manque une coordination des activités de RRC et de réduction des effets du changement climatique. Il est important de relier les deux domaines et harmoniser les politiques de RRC et de réduction des effets du changement climatique.

Indicateur 2

Des politiques et des plans sociaux de développement sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

L'amélioration de l'appui aux très vulnérables est retracée dans le Madagascar Action Plan dans son engagement numéro 8. Il s'agit d'améliorer la gestion de la protection sociale et l'accès des plus vulnérables aux services sociaux de base. De nombreux programmes de développement de l'Etat et des partenaires ont ainsi comme objectif de réduire les vulnérabilités des populations à risque. Ces programmes visent entre autres à améliorer et à maintenir les niveaux de vie des populations.

Contexte & Contraintes:

Une fois de plus, une coordination de ces programmes de développement est nécessaire dans le but de ne pas léser une zone géographique. De nombreux cas se présentent où toutes les interventions sont concentrées dans une seule zone.

Indicateur 3

Des politiques et des plans sectoriels, d'économie et de production sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Description:

Des politiques existent pour réduire la vulnérabilité des activités économiques. Ces politiques visent notamment à diversifier et pérenniser les sources de revenus des populations de telle sorte que lorsque les catastrophes frappent, elles arrivent à se relever rapidement. Ces programmes existent dans le domaine de l'agriculture en particulier.

Contexte & Contraintes:

Il importe de renforcer les politiques d'économie et de production pour réduire la vulnérabilité des activités économiques à Madagascar. Du chemin est à faire dans ce domaine. Jusqu'ici, les politiques de reconstruction ont été priorisées. Un plan de contingence en faveur des secteurs les plus vulnérables (comme le tourisme, l'agriculture, le transport, ...) devrait aussi être élaboré avec les parties concernées.

Indicateur 4

La planification et la gestion des établissements humains intègrent des éléments de réduction du risque, y compris l'intégration des normes de construction

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Description:

Le gouvernement lance aujourd'hui le processus d'élaboration des schémas régionaux d'aménagement du territoire (SRAT). Ces plans détermineront la politique en vigueur en matière d'occupation de l'espace à l'échelle régionale. L'élaboration de ces SRAT tient compte de la dimension de la réduction des risques.

Par ailleurs, le BNGRC, en collaboration avec des partenaires a déjà initié le processus d'intégrer les normes et standards de construction et de reconstruction. Le processus est à ses débuts. Mais il conquiert déjà l'approbation du Gouvernement et l'appui de plusieurs partenaires.

En coopération avec la Banque Mondiale, un programme de protection sociale est aussi mise en œuvre dans la construction d'écoles et de centres de santé de base suivant les normes anticycloniques dans les zones exposées aux aléas.

Contexte & Contraintes:

Des recherches approfondies doivent encore être menées pour trouver les normes et standards de construction adaptables au contexte géographique de Madagascar et aux moyens financiers des populations (des normes qui requièrent un gros budget seront de facto rejetées par les populations locales faute de ressources financières). Des échanges d'expériences avec d'autres pays présentant des similarités géographiques et climatiques seront importants.

Indicateur 5

La réduction des risques de catastrophe est intégrée dans les processus de reconstruction et de réhabilitation

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

« Reconstruire mieux » est un principe acquis à Madagascar. Dans les activités de reconstruction et de réhabilitation des infrastructures endommagées, il existe des procédés de reconstruction et de réhabilitation post-catastrophe. Ces procédés sont respectés. Le gouvernement dispose du FID, Fonds d'Intervention pour le Développement, pour la reconstruction des infrastructures endommagées. Le FID respecte et applique les normes de reconstruction post-catastrophe internationale. De même que le Ministère des Travaux Publics.

Contexte & Contraintes:

Il existe une réelle volonté politique d'appliquer les normes et standards de reconstruction dans le pays. Ceux-ci, dans la mesure du possible, sont dûment respectés. Mais cela nécessite d'importantes ressources financières. Dans certains cas, les infrastructures sont reconstruites à la va-vite, ou pas du tout en attendant des fonds.

Indicateur 6

Des procédures sont en place pour évaluer l'impact de la réduction de risque dans les principaux projets de développement notamment les infrastructures

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

L'engagement institutionnel de mettre en place des procédures pour intégrer les mesures de RRC dans les stratégies, plans et programmes de développement durable est acquise.

Les lois sont claires : il est interdit de construire des maisons, des bâtiments dans les endroits risqués déjà définis dans une optique de réduction des risques.

Contexte & Contraintes:

Les lois existent et tiennent compte de la dimension réduction des risques mais leur application n'est pas toujours effective.

Priorité d'action 5

Renforcer la préparation des populations aux catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent

Indicateur 1

De solides politiques, des mécanismes et des capacités institutionnelles pour la gestion du risque ont été mis en place dans une perspective de réduction du risque

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Description:

Des mécanismes de renforcement des capacités aux niveaux régional, local et communal sont par ailleurs en place pour identifier et mettre en œuvre des activités de RRC, pour réaliser des activités dans le respect des normes et standards anti aléa. Les autorités locales bénéficient régulièrement de formations sur la GRC, de la dotation de matériels et équipements performants.

Contexte & Contraintes:

Manque d'implication et besoin de renforcement de capacités des structures locales.

Indicateur 2

Des plans d'urgence et de préparation aux catastrophes sont en place à tous les niveaux administratifs et des exercices de simulation ont lieu pour tester et développer les programmes de réponse aux catastrophes

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

Des plans de GRC nationaux sont opérationnels (cyclones, inondations, grippe aviaire...). Des plans locaux de GRC existent aussi au niveau des régions et des zones les plus à risques. Des lieux d'évacuation ont été identifiés par toutes les communes à risques au pays. Une carte d'évacuation est disponible auprès du BNGRC.

D'autres départements de l'Etat ont aussi leur propre plan de gestion des risques comme le déversement des hydrocarbures (OLEP), la grippe aviaire (MINSAN), la fièvre du rift (MINAGRI), mais tous ses départements travaillent ensemble avec le BNGRC.

Des exercices de simulation sont aussi organisés annuellement dans les régions jugées à risque intégrant tous les intervenants et les communautés. Chaque saison cyclonique est clôturée par une grande rencontre entre tous les intervenants pour discuter des leçons apprises.

La stratégie de relèvement précoce est développée. Des hangars de pré positionnement des articles de secours ont été aménagés à proximité des zones à risque.

Contexte & Contraintes:

Il faut de gros moyens financiers et énormément de temps pour les exercices de simulation pour tester les plans et programmes de réponse. Et pour la plupart des cas, il n'est pas aisé d'avoir la participation effective des responsables de la zone et de la population locale, les exercices sont conduits au niveau national.

Indicateur 3

Des réserves financières et des plans d'urgence sont en place pour assurer une réponse effective et la reconstruction quand cela est nécessaire

Niveau de progrès atteint:

1: Progrès mineurs, avec peu de signes d'avancées en matière de plans ou politiques

Description:

Le pays ne dispose pas encore de réserves financières à l'avance pour assurer une réponse effective et la reconstruction. Ces 02 interventions sont financées par le gouvernement et les partenaires (à travers les appels à l'aide nationale, internationale, le flash appeal...) en fonction de la gravité de la situation. Toutefois, l'idée de mettre en place un fonds de contingence d'urgence est déjà véhiculée. L'idée d'assurance pour les risques est encore loin d'être acquise dans la mentalité des ménages et pour beaucoup des entreprises.

Contexte & Contraintes:

Il faut faire un plaidoyer sur la nécessité de mettre en place un fonds de contingence. L'idée n'est pas encore très bien perçue. Dans un pays en voie de développement comme Madagascar, il n'est pas toujours facile de mettre de côté un fonds pour mener des opérations de reconstruction et de réhabilitation. Les priorités sont très nombreuses et toutes urgentes les unes que les autres.

Indicateur 4

Des procédures pour l'échange d'informations durant les aléas sont en place pour effectuer des analyses post-catastrophes

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Description:

De nombreuses statistiques et analyses sont fournies et disponibles auprès du BNGRC, et des autres partenaires. Des rapports sont établis pendant et après les catastrophes. Les leçons apprises de chaque catastrophe sont rassemblées dans un seul rapport distribué à tous les intervenants et disponible et intégrées dans les prochains exercices de simulation.

Le BNGRC travaille très étroitement avec les acteurs humanitaires établis dans le pays que ce soit

avant, pendant ou après les catastrophes. Les acteurs humanitaires sont regroupés dans la plateforme nationale, le CRIC, plateforme d'échange d'informations, de coordination des activités. Certains partenaires appuient le pays dans la mise en place du système d'informations pertinent et fiable.

Contexte & Contraintes:

Conscient qu'il existe encore de nombreuses lacunes dans les échanges d'information et la coordination des activités, le BNGRC, en partenariat avec l'UN/OCHA, mettra bientôt en place un réseau d'IEC qui regroupera tous les communicateurs et responsables d'IEC des partenaires membres du CRIC.

Facteurs de progrès

a) Approche qui intègre une perspective multi-aléas de la réduction du risque et de développement

Niveau de confiance:

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs

Est-ce que des rapports, études et atlas existent sur les aléas multiples dans le pays ou la sous-région?:

Yes

Si oui, sont-ils mis en application dans les politiques de planification du développement?:

Yes

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Conscient de l'importance de l'information dans la GRC, le BNGRC développe actuellement avec l'appui de différents partenaires et avec la collaboration des partenaires clés (Météo, structures décentralisées...) un système d'information fiable, pertinent, disponible à temps réel et qui embrasse tout type de risques. Les différentes analyses de vulnérabilité existantes au pays sont aussi en voie d'être actualisées.

Comme Madagascar a effectué pour la dernière saison cyclonique l'évaluation des dommages et des pertes suite aux dégâts (selon la méthodologie DALA), le BNGRC compte élaborer un manuel de procédures pour systématiser le processus d'évaluation des dommages et pertes après chaque catastrophe.

b) La prise en compte de la question du " genre et de la réduction du risque est adoptée et institutionnalisée

Niveau de confiance:

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

La question du « genre » est comprise par le gouvernement et les partenaires, notamment dans la phase de réponse et de reconstruction. Les femmes et les enfants sont les plus ciblés dans ces phases. Il est fréquent de constater, après les catastrophes, que les femmes élevant seules leurs enfants bénéficient de plus d'aide au relèvement et au retour à la normale de leurs vies.

c) Les capacités pour la réduction du risque sont identifiées et renforcées

Niveau de confiance:

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Les partenaires et le gouvernement encouragent surtout les structures opérationnelles décentralisées d'identifier leurs lacunes et leurs besoins en termes de renforcement de capacités. En ce moment, le BNGRC identifie ses besoins en termes de renforcement de capacités dans le domaine de la mise en place et du développement du système d'information et d'alerte.

Le défi actuel, surtout pour les structures décentralisées habituées à n'agir et n'intervenir qu'en cas d'urgence est de penser à long terme, d'adopter une culture de prévention, de préparation et de mitigation ainsi que de « reconstruire mieux ».

d) Des approches de sécurité humaine et d'équité sociale sont intégrées dans la réduction du risque et les activités de reconstruction

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Le pays est conscient de l'existence des groupes qui sont plus vulnérables aux catastrophes, et de ce fait, doivent être plus protégés par des mécanismes de réponse et de programmes de reconstruction. Le gouvernement et les partenaires interviennent plus particulièrement auprès d'eux en période d'urgence et de reconstruction à travers des projets de « filet de sécurité », des procédés de Vivre Contre le Travail (qui consistent à rémunérer les populations vulnérables par de la nourriture ou de l'argent en contrepartie de leur contribution dans la reconstruction des infrastructures endommagées).

Les analyses de vulnérabilité existantes dans le pays montrent d'ailleurs l'état de la vulnérabilité socio-économique de certaines parties de l'île.

e) Des engagements et des partenariats avec des acteurs non gouvernementaux, la société civile, le secteur privé ont été encouragés à tous les niveaux

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

La participation des communautés est encouragée à tous les niveaux. Le BNGRC travaille étroitement avec des acteurs non gouvernementaux dans la réalisation des enquêtes, des analyses, l'élaboration et la diffusion des outils de sensibilisation, la diffusion des alertes, dans les activités de réponse, de reconstruction et de suivi-évaluation. Le BNGRC collabore également avec les professionnels et les académies dans des domaines de recherches d'outils d'évaluation, d'analyse de risques. Les partenariats public/privé sont aussi très palpables surtout en période d'urgence. De nombreuses entreprises privées mettent à la disposition de l'Etat des moyens techniques (bateaux, BLU,...) pour accélérer les opérations de secours.

Facteurs contextuels de progrès

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Si auparavant, la question de standardisation des normes était peu évoquée dans la réduction des risques, aujourd'hui, le pays est en train de mettre en place les procédures et les mécanismes pour intégrer le respect et l'application des normes de construction dans les activités de prévention et de reconstruction. Les bailleurs de fonds comme la Banque Mondiale et le Care International appuient le gouvernement dans cette perspective.

Autre indicateur de progrès, la mise en place des structures, des mécanismes et des moyens pour améliorer le système d'alerte et d'information en matière de risques, d'aléas et de vulnérabilité. Des analystes sont recrutés. Des réseaux se forment en amont et en aval. Le processus est encore long mais le BNGRC bénéficie de l'appui de ces partenaires.

Perspective future

Domaine 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Défis globaux:

La RRC est intégrée dans toute politique et stratégie de développement du pays pour accroître la résilience des populations vulnérables et réduire les impacts des catastrophes et désastres sur le développement socio-économique du pays.

Déclarations sur les perspectives futures:

La SNGRC sera mise à jour et appliquée. La RRC devrait faire partie des axes transversaux de toute stratégie sectorielle de développement. La RRC doit être intégrée dans les outils de planification locale et régionale. Chaque type d'aléa doit faire l'objet d'un plan de contingence, élaborée de manière concertée et participative.

Domaine 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Défis globaux:

Le pays doit bénéficier de l'avancée technologique actuelle pour analyser et évaluer les risques et aléas ainsi que les moyens de réduire leurs impacts. Les institutions mises en place à tous les niveaux doivent être renforcées et adopter une culture de prévention et non seulement de réponse.

Déclarations sur les perspectives futures:

La plateforme nationale doit être rendue formelle. Les membres doivent élargir la coordination de leurs activités et interventions dans les domaines de la prévention, de la préparation et de mitigation. Par ailleurs, le processus de standardisation des normes de construction et des infrastructures doit être poursuivi et mené à terme jusqu'à son application effective. Un mécanisme financier doit être développé pour les actions de secours, de reconstruction et de réhabilitation.

Domaine 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de

préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Défis globaux:

La RRC est intégrée dans les programmes d'aide d'urgence, de réponse et de reconstruction.

Déclarations sur les perspectives futures:

Le défi est d'amener les intervenants et les communautés de penser et d'agir à long terme dans l'objectif permanent de réduire les risques.